

Art. 24. A titre transitoire et à partir de l'entrée en vigueur visée à l'article 21, § 1^{er} et au plus tard jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal portant démission du Gouvernement actuel :

1° le chef de cabinet du Ministre, le cas échéant du Secrétaire d'Etat ou du commissaire du gouvernement, fait partie du conseil stratégique visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 7 novembre 2000 précité;

2° les membres du cabinet du Ministre chargé de l'Agriculture qui ne sont pas repris dans un secrétariat ou une cellule et les cellules institutionnelles continuent à être soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 4 mai 1999 précité;

3° les membres du personnel d'exécution visés aux articles 5 et 25 du même arrêté, qui ne sont pas repris dans un secrétariat ou une cellule continuent également à être soumis aux dispositions du même arrêté et sont placés sous l'autorité fonctionnelle du président du Comité de Direction.

Art. 25. Notre Premier Ministre et Nos Ministres et Secrétaire d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre de la Fonction publique et
de la Modernisation de l'administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

Art. 24. Bij wijze van overgangsmaatregel en vanaf de inwerking-treding bedoeld in artikel 21, §1 en ten laatste tot op de datum van inwerking-treding van het koninklijk besluit houdende ontslag van de huidige Regering :

1° maakt de kabinetschef van de Minister, desgevallend van de Staatssecretaris of van de regeringscommissaris, deel uit van de beleidsraad bedoeld in artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit van 7 november 2000;

2° blijven de bepalingen van genoemd koninklijk besluit van 4 mei 1999 van toepassing op de leden van het kabinet van de Minister belast met Landbouw die niet opgenomen worden in een secretariaat of een cel en op de institutionele cellen;

3° blijven de bepalingen van hetzelfde besluit eveneens van toepassing op de leden van het uitvoerend personeel bedoeld in artikelen 5 en 25 van dit besluit, die niet opgenomen worden in een secretariaat of een cel; zij worden onder het functioneel gezag geplaatst van de voorzitter van het Directiecomité.

Art. 25. Onze Eerste Minister en Onze Ministers en Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Ambtenarenzaken en
Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

F. 2001 — 1988

[C — 2001/02095]

19 JUILLET 2001. — Arrêté royal déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents des services centraux des services publics fédéraux, qui constituent un même degré de la hiérarchie.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, le 14 juin 2001, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents des services centraux des services publics fédéraux, qui constituent un même degré de la hiérarchie », a donné le 28 juin 2001 l'avis suivant :

Examen du texte

Intitulé

Le Conseil d'Etat, section de législation, n'aperçoit pas à quoi se réfèrent les mots « services d'exécution des services publics fédéraux » figurant dans l'intitulé du projet. Au demeurant, il n'est plus question que des services centraux dans la suite de l'arrêté.

Préambule

1. Le fondement légal du projet mentionné au premier alinéa du préambule sera précisé comme suit :

« Vu..., notamment l'article 43, § 3, alinéa 4; ».

Cette précision est souhaitable, dès lors que l'article 43 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, qui est cité, comporte encore d'autres délégations au Roi qui ne sont pas pertinentes par rapport au projet soumis pour avis.

2. Pas plus qu'elles ne sont modifiées par le projet ou qu'elles ne lui procurent de fondement légal, les dispositions auxquelles se réfèrent les deuxième et troisième alinéas du préambule du projet ne sont pas utiles à la compréhension de celui-ci. Les deuxième et troisième alinéas du préambule doivent dès lors être supprimés.

3. Le préambule du projet ne doit pas mentionner la norme qui impose le respect d'une formalité, mais bien les données attestant de l'accomplissement de cette dernière.

N. 2001 — 1988

[C — 2001/02095]

19 JULI 2001. — Koninklijk besluit tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de ambtenaren van de centrale diensten van de federale overheidsdiensten, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 14 juni 2001 door de Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de ambtenaren van de centrale diensten van de federale overheidsdiensten, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen », heeft op 28 juni 2001 het volgende advies gegeven :

Onderzoek van de tekst

Opschrift

De Raad van State, afdeling wetgeving, ziet niet waaraan de in het opschrift van het ontworpen besluit voorkomende term « uitvoeringsdiensten van de federale overheidsdiensten » refereert. Verder in het besluit wordt overigens nog enkel gewag gemaakt van de centrale diensten.

Aanhef

1. De rechtsgrond van het ontwerp die wordt aangehaald in het eerste lid van de aanhef, dient als volgt te worden gepreciseerd :

« Gelet op..., inzonderheid op artikel 43, § 3, vierde lid; ».

Deze precisering is wenselijk, daar het aangehaalde artikel 43 van de gecoördineerde (en niet « gecoördinneeerde ») wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken nog andere delegaties aan de Koning bevat, welke ten aanzien van het om advies voorgelegde ontwerp niet relevant zijn.

2. De bepalingen aangehaald in het tweede en derde lid van de aanhef van het ontwerp strekken dit laatste niet tot rechtsgrond, worden erdoor niet gewijzigd en zijn niet noodzakelijk voor een goed begrip ervan. De tweede en derde aanhefverwijzing dienen derhalve te worden geschrapt.

3. De aanhef van het ontwerp dient geen gewag te maken van de norm die de naleving van een pleegvorm oplegt, maar wel van de gegevens waaruit de naleving van de pleegvorm blijkt.

Il s'impose de remanier le quatrième alinéa du préambule (qui devient le deuxième alinéa) en tenant compte de cette règle.

4. On rédigera le texte français du cinquième alinéa (qui devient le troisième alinéa) comme suit :

« Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique, donné le 11 juin 2001; ».

5. Il y a lieu de compléter le préambule par un alinéa se référant à l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 27 mars 2001. En effet, cette formalité est prescrite par l'article 14, 1^o, a), de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

6. Compte tenu des règles de légistique les plus récentes, on rédigera les sixième et septième alinéas du préambule (qui deviennent les cinquième et sixième alinéas) comme suit :

« Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.830/1 du Conseil d'Etat, donné le 28 juin 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat; ».

Article 1^{er}

1. Dès lors que les agents des cellules stratégiques, de coordination générale de la politique et de politique générale, visés dans l'arrêté royal en projet relatif à l'installation des organes stratégiques des services publics fédéraux et des cellules et secrétariats des membres du Gouvernement fédéral, et relatif aux membres du personnel des services publics fédéraux désignés pour faire partie du cabinet d'un membre du gouvernement ou d'un collège d'une communauté ou d'une région (1), feront partie d'un service central et qu'il s'agit de fonctionnaires, ils sont également soumis à l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966. Ils doivent dès lors être affectés à un degré de la hiérarchie dans le but de fixer les cadres linguistiques.

Il y aura lieu d'adapter le projet sur ce point.

2. Dans la phrase introductive, on supprimera les mots « horizontaux et verticaux », dès lors que ces mots n'ont pas de signification juridique spécifique.

3. On écrira « premier degré », « deuxième degré », etc., au lieu de « 1^{er} degré », « 2^e degré », etc.

Dans la définition des premier et deuxième degrés, on écrira chaque fois « fonctions » à la place de « fonction », alors que dans le texte néerlandais de cette définition, on remplacera le mot « aangeduid » par « bepaald » (2), conformément au texte français.

Article 2

A supposer qu'il y ait des arrêtés ou des règlements se référant à l'arrêté royal du 14 septembre 1994 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents de certains services centraux, qui constituent un même degré de la hiérarchie, la référence à cet arrêté ne peut en aucun cas être simplement remplacée par une référence à l'arrêté dont le projet est présentement examiné. En effet, l'arrêté du 14 septembre 1994 est encore applicable aux ministères qui n'ont pas encore été supprimés.

L'article 2 sera dès lors réexaminé, tout en veillant à ce que l'arrêté royal du 14 septembre 1994 soit désigné par son intitulé exact dans le texte néerlandais.

Article 3

Dès lors que les arrêtés répartissant les rangs selon les degrés de la hiérarchie ne produisent véritablement leurs effets qu'au moment où de nouveaux cadres linguistiques entrent en vigueur, ces arrêtés étant précisément adoptés dans le but de fixer ces cadres linguistiques, rien ne paraît justifier que l'on s'écarte du délai usuel d'entrée en vigueur.

Par conséquent, il serait préférable d'omettre l'article 3 du projet.

La chambre était composée de :

MM. :

M. Van Damme, président de chambre;

J. Baert, J. Smets, conseillers d'Etat;

G. Schrans, A. Spruyt, assesseurs de la section de législation;

A. Beckers, greffier.

Het vierde lid van de aanhef (dat het tweede lid wordt) dient gelet op dit voorschrift te worden herwerkt.

4. Men redigere de Franse tekst van het vijfde lid (dat het derde lid wordt) als volgt :

« Vu l'avis de la Commissions permanente de contrôle linguistique, donné le 11 juin 2001; ».

5. Aan de aanhef dient een lid te worden toegevoegd waarin wordt gerefereerd aan het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 27 maart 2001. Dat vormvereiste wordt immers voorgeschreven door artikel 14, 1^o, a), van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

6. Gelet op de meest recente wetgevingstechnische voorschriften, redigere men het zesde en het zevende lid van de aanhef (die het vijfde en het zesde lid worden) als volgt :

« Gelet op het besluit van de Ministerraad, over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies 31.830/1 van de Raad van State, gegeven op 28 juni 2001 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; ».

Artikel 1

1. Aangezien de personeelsleden van de cellen beleidsvoorbereiding, algemene beleidscoördinatie en algemeen beleid als bedoeld in het ontworpen koninklijk besluit betreffende de invulling van de beleidsorganen van de federale overheidsdiensten en van de cellen en secretariaten van de leden van de federale Regering, en betreffende de personeelsleden van de federale overheidsdiensten aangewezen om deel uit te maken van het kabinet van een lid van een regering of van een college van een gemeenschap of een gewest (1), deel zullen uitmaken van een centrale dienst en ambtenaren zijn, zijn ook zij onderworpen aan artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966. Zij dienen derhalve met het oog op het vaststellen van taalkaders te worden ingedeeld in een trap van de hiërarchie.

Het ontwerp zal op dit punt dienen te worden aangepast.

2. Men schrappe in de inleidende zin de woorden « horizontale en verticale », nu die woorden geen geëigende, juridische betekenis hebben.

3. Men schrijve « eerste trap », « tweede trap », enzovoort in plaats van « 1^e trap », « 2^e trap », enzovoort.

In de Nederlandse tekst van de omschrijving van de eerste en tweede trap dient het woord « aangeduid », conform de Franse tekst, te worden vervangen door het woord « bepaald » (2), terwijl in de Franse tekst van die omschrijving telkens « fonctions » moet worden geschreven in plaats van « fonction ».

Artikel 2

Gesteld dat er besluiten of reglementen bestaan waarin wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 14 september 1994 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de ambtenaren van bepaalde centrale diensten, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen, mag de referentie aan dat besluit in ieder geval niet zonder meer worden vervangen door een referentie aan het besluit dat thans in ontwerpvorm voorligt. Het besluit van 14 september 1994 heeft immers nog gelding ten aanzien van de ministeries die nog niet zijn afgeschaft.

Artikel 2 dient derhalve te worden herbekeken, waarbij er tevens zal op moeten worden gelet dat het koninklijk besluit van 14 september 1994 in de Nederlandse tekst met zijn correct opschrift wordt vermeld.

Artikel 3

Aangezien besluiten houdende de indeling van de rangen volgens de trappen van de hiërarchie maar echt uitwerking krijgen op het tijdstip dat de nieuwe taalkaders van kracht worden, nu zij precies met het oog op het vaststellen van die taalkaders worden bepaald, lijkt er geen reden te bestaan om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding.

Artikel 3 wordt dan ook beter uit het ontwerp weggelaten.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter;

J. Baert, J. Smets, staatsraden;

G. Schrans, A. Spruyt, assessoren van de afdeling wetgeving;

A. Beckers, griffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Smets.

Le rapport a été présenté par M. B. Weekers, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. Drijkoningen, référendaire.

Le greffier,
A. Beckers.

Le président,
M. Van Damme.

Notes

(1) Le Conseil d'Etat, section de législation, a donné, le 31 mai 2001, l'avis 31.707/1 sur ce projet.

(2) En effet, à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 2 mai 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans les services publics fédéraux, il est question de "bepaling van het organogram".

19 JUILLET 2001. — Arrêté royal déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents des services centraux des services publics fédéraux, qui constituent un même degré de la hiérarchie

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, § 3, alinéa 4 modifié par l'arrêté royal du 22 juillet 1993 et par les lois du 10 avril 1995 et 19 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 2001;

Vu les remarques des syndicats, données le 11 avril 2001, en ce qui concerne le Syndicat libre de la Fonction publique et donné le 13 avril 2001, en ce qui concerne la Centrale générale des Services publics, conformément à l'article 54, alinéa 2 des lois précitées;

Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique, donné le 11 juin 2001;

Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 31.830/1 du Conseil d'Etat, donné le 28 juin 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, aux membres du personnel des services publics fédéraux horizontaux et verticaux visés à l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral, les divers grades constituant un degré de la hiérarchie sont déterminés de la manière suivante :

Premier degré : l'emploi de président du Comité de Direction et les emplois correspondant à des fonctions de management -1 et -2, fixés par Nous conformément à l'article 2, § 2 de l'arrêté royal relatif du 2 mai 2001 à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans les services publics fédéraux;

Deuxième degré : les emplois correspondant à des fonctions de management -3 et à des fonctions d'encadrement, fixés par Nous conformément à l'article 2, § 2 de l'arrêté royal relatif du 2 mai 2001 à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans les services publics fédéraux, ainsi que les grades répartis dans les rangs 17, 16, 15 et 13;

Troisième degré : les emplois des membres d'une cellule stratégique, y compris le responsable, ainsi que fixé à l'article 2 de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'installation des organes stratégiques des services publics fédéraux et relatif aux membres du personnel des services publics fédéraux désignés pour faire partie du cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège d'une Communauté ou d'une Région, pour autant que ces membres ne sont pas déjà soumis à

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse teks werd nagezien onder toezicht van de heer J. Smets.

Het verslag werd uitgebracht door de heer B. Weekers, adjunct-auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer J. Drijkoningen, referendaris.

De griffier,
A. Beckers.

De voorzitter,
M. Van Damme.

Nota's

(1) Over dat ontwerp heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, op 31 mei 2001 het advies 31.707/1 uitgebracht.

(2) In artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 2 mei 2001 betreffende de aanduiding en uitoefening van de management- en staffuncties in de federale overheidsdiensten wordt immers gewag gemaakt van « de bepaling van het organogram ».

19 JULI 2001. — Koninklijk besluit tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de ambtenaren van de centrale diensten van de federale overheidsdiensten, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43, § 3, vierde lid gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juli 1993 en bij de wetten van 10 april 1995 en 19 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 maart 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 maart 2001;

Gelet op de opmerkingen van de vakbonden, gegeven op 11 april 2001, voor wat betreft het Vrij Syndicaat voor het Openbaar Ambt en gegeven op 13 april 2001, voor wat betreft de Algemene Centrale van Openbare Diensten, overeenkomstig artikel 54, tweede lid van voormelde wetten;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, gegeven op 11 juni 2001;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies nr. 31.830/1 van de Raad van State, gegeven op 28 juni 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, op de personeelsleden van de centrale diensten van de horizontale en verticale federale overheidsdiensten, bedoeld in het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst, worden de verschillende graden die een trap van de hiërarchie vormen, vastgesteld als volgt :

Eerste trap : de betrekking van de voorzitter van het Directiecomité en de betrekkingen overeenstemmend met een managementfunctie -1 en -2, zoals bepaald door Ons overeenkomstig artikel 2, § 2 van het koninklijk besluit van 2 mei 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in de federale overheidsdiensten;

Tweede trap : de betrekkingen overeenstemmend met een managementfunctie -3 en een staffunctie, zoals bepaald overeenkomstig artikel 2, § 2 van het koninklijk besluit van 2 mei 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in de federale overheidsdiensten, evenals de graden die behoren tot de rangen 17, 16, 15 en 13;

Derde trap : de betrekkingen van de leden van een cel beleidsvoorbereiding, met inbegrip van het hoofd, zoals bepaald in artikel 2 van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 betreffende de invulling van de beleidsorganen van de federale overheidsdiensten en betreffende de personeelsleden van de federale overheidsdiensten aangewezen om deel uit te maken van een kabinet van een lid van een Regering of van een College van een Gemeenschap of een Gewest, voorzover de leden

un cadre linguistique, et les grades répartis dans le rang 10, ainsi que les grades répartis dans le niveau 2+;

Quatrième degré : les grades répartis dans le niveau 2;

Cinquième degré : les grades répartis dans les niveaux 3 et 4.

Art. 2. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

van de cel beleidsvoorbereiding niet reeds aan een taalkader onderworpen zijn, en de graden die behoren tot rang 10, evenals de graden die behoren tot het niveau 2+;

Vierde trap : de graden die behoren tot niveau 2;

Vijfde trap : de graden die behoren tot de niveaus 3 en 4.

Art. 2. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

F. 2001 — 1989

[C — 2001/02093]

19 JUILLET 2001. — Arrêté royal fixant les cadres linguistiques du Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, § 3 modifié par les lois du 22 juillet 1993, 10 avril 1995 et 19 octobre 1998;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral;

Vu l'arrêté royal du 2 mai 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans les services publics fédéraux, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 2001 portant création du service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion

Vu l'arrêté royal du 19 juillet 2001 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents des services centraux et services d'exécution des services publics fédéraux, qui constituent un même degré de la hiérarchie;

Considérant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article 54, alinéa 2, des lois précitées;

Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique, donné le 12 juillet 2001;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les emplois visés à l'article 4 de l'arrêté royal du 15 mai 2001 portant création du Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion sont répartis en cadres linguistiques selon le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. Notre Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

N. 2001 — 1989

[C — 2001/02093]

19 JULI 2001. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de taalkaders van de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43, § 3 gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1993, 10 april 1995 en 9 oktober 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 mei 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in de federale overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 mei 2001 houdende oprichting van de federale overheidsdienst Budget en Beheerscontrole;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juli 2001 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de ambtenaren der centrale diensten en uitvoeringsdiensten van de federale overheidsdiensten die een zelfde trap van de hiërarchie uitmaken;

Overwegende dat is voldaan aan de voorschriften van artikel 54, tweede lid, van de voormelde wetten;

Gelet op het advies van de Vaste commissie voor taaltoezicht, gegeven op 12 juli 2001;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De betrekkingen vermeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole worden in taalkaders verdeeld volgens de bij dit besluit gevoegde tabel.

Art. 2. Onze Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE